

Communiqué de Presse

Division de la Presse du Conseil de l'Europe



Réf: 119f07

Tel: +33 (0)3 88 41 25 60

Fax: +33 (0)3 88 41 39 11

pressunit@coe.int

internet: www.coe.int/press

46 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"L'ex-République
yougoslave de
Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Le Commissaire aux Droits de l'Homme conclut sa visite en Géorgie et dans les zones de conflits

Strasbourg, 21.02.2007 - Thomas Hammarberg, le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, est rentré d'une visite en Géorgie. Il s'est plus particulièrement intéressé à la situation en matière de droits de l'homme dans les conflits figés qui touchent l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Il entend préparer un rapport destiné aux autorités géorgiennes, qui contiendra des recommandations spécifiques quant aux moyens d'améliorer cette situation.

Durant sa mission, le Commissaire s'est rendu dans des centres d'hébergement pour personnes déplacées internes (PDI), ainsi que dans des prisons, des hôpitaux et des écoles ; il a évoqué un large éventail de problèmes tels que la protection des minorités, l'accès à l'éducation et le traitement réservé aux personnes arrêtées et aux détenus.

« Mon intention était d'écouter les représentants de toutes les parties et d'envoyer un signal, à savoir que le respect des droits de l'homme est passé au crible dans chaque zone », a déclaré le Commissaire Hammarberg. « Je suis heureux que cela ait été entendu et respecté par toutes les parties. J'ai rencontré un certain nombre de personnes qui exercent le pouvoir, mais aussi des représentants non gouvernementaux et de simples citoyens dans des lieux de détention, des centres de réfugiés, des écoles, des hôpitaux et autres institutions. »

En Abkhazie, le Commissaire a rencontré le Président *de facto* Sergueï Bagapch, le Ministre de l'Intérieur *de facto* Otar Khetsia, le Vice-Ministre des Affaires étrangères *de facto* Maxime Gunjia, ainsi que des représentants d'ONG. En Ossétie du Sud, il s'est ensuite entretenu avec Boris Tchotchiev, premier Chef adjoint *de facto* du Gouvernement et Co-Président de la Commission conjointe de contrôle, ainsi qu'avec Merab Tchigoïev, Ministre de la Justice *de facto*, Alla Djioïeva, Ministre de l'Education *de facto*, et enfin le Médiateur *de facto* David Sanakoïev. Le Commissaire a par ailleurs eu l'occasion de rencontrer Dimitri Sanakoïev, chef du gouvernement alternatif de l'Ossétie du Sud reconnu par les autorités de Tbilissi.

En Abkhazie, le Commissaire a salué la libération de Levan Mamasakhlisi, incarcéré durant cinq ans dans la prison abkhaze de Dranda. M. Mamasakhlisi a été remis entre les mains du Commissaire à son départ d'Abkhazie, avant d'être raccompagné à Tbilissi auprès de sa famille. « La décision du dirigeant abkhaze Sergueï Bagapch de libérer M. Mamasakhlisi montrera, j'en suis sûr, que les initiatives positives prises en faveur des droits de l'homme contribuent au renforcement de la confiance qui est nécessaire pour trouver une solution pacifique au conflit », a commenté le Commissaire.

Au cours de sa visite, le Commissaire a également été en contact avec les plus hautes autorités géorgiennes à Tbilissi ; il a notamment rencontré le Président Mikheïl Saakachvili, le Premier Ministre Zurab Noghaïdeli, le premier Vice-Président du Parlement, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Justice, le Ministre en charge des personnes déplacées à l'intérieur du territoire et responsable du logement, ainsi que le Défenseur public (médiateur) ; Le Commissaire s'est également entretenu avec des parlementaires, des militants des droits de l'homme et des représentants d'organisations internationales.

Pour toute question et demande, veuillez vous adresser à Zsafia Szilagyi (Mob: +33 (0)6 61 14 70 37, Email: zsafia.szilagyi@coe.int).

Organisation politique fondée en 1949, le Conseil de l'Europe veille au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle du continent. Il élabore des réponses communes aux défis sociaux, culturels ou juridiques posés à ses 46 Etats membres.